Passez sur l'application pour un meilleur confort Ouvrir

LA CROIX

Reportage

En Libye, le calvaire des migrants sur la route vers l'Europe

Par **Martin Dumas Primbault**, envoyé spécial à Benghazi (Est libyen)

Publié le 21 octobre 2026 à 15h14

Lecture : 6 min

Réservé aux abonnés Lire dans l'app



Des migrants éthiopiens sont enregistrés au centre de détention Ganfuda, à Benghazi, le 19 décembre 2025. / Adrienne Surprenant / MYOP

Principal point de départ vers l'Italie et la Grèce pour de très nombreux migrants venus du sud et de l'est de l'Afrique, la Libye est souvent un cul-de-sac pour ces exilés. Face à l'afflux, les autorités interpellent et emprisonnent en masse. L'envoyé spécial de *La Croix* à Benghazi a pu visiter le plus grand centre de détention pour migrants de Cyrénaïque.

Offrir l'article

Avec ses sept hangars alignés, ses tours de guets et ses soldats en arme stationnés tout autour, le centre de détention de Ganfuda ressemble à une forteresse. Il s'étale de plain-pied au bout d'une route désertique rongée par le sable et la poussière des chantiers de construction, à une quinzaine de kilomètres au sud de Benghazi. Dans ce vaste complexe couleur sable qui se fond dans le décor désertique, l'Agence de lutte contre l'immigration illégale enferme près de 3 000 personnes, hommes, femmes et enfants confondus. Pour la plupart originaires d'Afrique de l'est, ils sont retenus ici pour s'être simplement rendus coupables d'avoir franchi les frontières du pays illégalement ou pour avoir tenté de le quitter en montant dans une frêle embarcation direction l'Europe, sur la rive opposée de la Méditerranée.

Pour pénétrer à l'intérieur de cette prison aux toits en tôle rouillée, il faut d'abord franchir le barrage formé par les véhicules blindés qui verrouillent l'unique entrée. Puis montrer patte blanche au directeur du centre, le général Khaled Al Kadiki, qui reçoit ses invités autour d'un café dans son bureau climatisé. *« Nous accueillons actuellement près de 2 800 personnes. La pression migratoire est intense. Autour de nous, il y a six pays et aucun ne sécurise ses frontières. Cela engendre beaucoup de difficultés »*, pose d'emblée le haut gradé avant d'accepter de nous ouvrir les portes du hangar réservé aux femmes et aux enfants, situé de l'autre côté d'une cour aride où tentent de survivre quelques arbustes en cette brûlante matinée.

Fonds de solidarité *La Croix*

Donnez pour un journalisme qui agit

Soutenez un journalisme qui produit des effets réels sur les individus, la société et le débat public. 66% du montant de votre don est déductible de vos impôts.

Je fais un don

À lire aussi

En Libye, Derna reconstruite en vitrine du clan Haftar, trois ans après les inondations

L'officière en uniforme chargée de nous accompagner fait tourner son trousseau de clés dans une lourde porte métallique. De l'intérieur de la cellule collective s'échappe une odeur âcre de renfermé que l'encens répandu par une soldate peine à masquer. Derrière la fumée, allongées à même le sol ou agglutinées sur des matelas de camping, plusieurs centaines de paires d'yeux se retournent en entendant crisser la serrure. Au fond, le long d'un mur recouvert de graffitis, la porte des uniques sanitaires partagés. Le brouhaha qui s'élevait des lieux quelques instants plus tôt s'interrompt avec l'irruption des geôlières. *« Nigeria, Somalie, Érythrée, Éthiopie… Il y a ici 327 personnes venant de différents pays »*, précise la gradée.

« Je veux rentrer dans mon pays »

D'un pas mal assuré, Comfort Okunson s'extrait de la foule formée par ses codétenues. *« Je suis malade »*, lance d'une voix ralentie la Nigériane d'une vingtaine d'années. Arrivée illégalement en Libye trois ans plus tôt *« pour trouver du travail »*, la jeune femme est enfermée ici depuis deux mois. Après avoir enchaîné les petits boulots, elle a fini par être interpellée lors de son passage aux urgences consécutif à un sérieux malaise en pleine rue, conséquence d'un diabète mal pris en charge. *« Aujourd'hui je veux rentrer dans mon pays pour être soignée car je me sens faible »*, implore Comfort Okunson, pour l'instant condamnée à l'attente. Le rapatriement est pour ces détenus, le seul espoir de sortir un jour de ce lugubre centre de détention où l'on entre pour une durée indéterminée, sans jamais avoir vu un juge ou un avocat. C'est l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui est responsable des procédures dites de « retour volontaire ». Selon ses propres chiffres, 60 589 personnes ont ainsi été raccompagnées dans leur pays d'origine entre 2020 et 2025.

FAUT QU'ON PARLE

Faut-il taxer les fast-food au nom de la santé publique ?

Oui **Non**

« Si l'Union européenne ne nous aide pas, nous ne pourrons pas retenir ces personnes, et elles partiront vers la mer. »

Général Khaled Al Kadiki, directeur du centre de détention de Ganfuda

« La situation est lourde pour l'État libyen, notamment pour fournir la nourriture, l'eau, les vêtements et les soins médicaux. Tout cela existe, mais presque uniquement grâce au soutien du commandement général de l'armée, qui est le principal à contribuer », tient à notifier le général Khaled Al Kadiki pour qui le rythme des rapatriements ne répond pas à l'urgence de la situation. *« Le soutien extérieur est très limité. Ni l'Union européenne, ni l'ONU, ni les autres organisations n'apportent vraiment d'aide,* lance le militaire. *Seule l'OIM prend en charge les rapatriements, mais ses capacités sont souvent dépassées. Au final, nous ne sommes pas les gardes de l'Europe. Si l'Union européenne ne nous aide pas, nous ne pourrons pas retenir ces personnes, et elles partiront vers la mer »*, poursuit-il dans un message en forme de menace adressé aux autorités du Vieux Continent.

Coopération européenne

En réalité, Bruxelles collabore depuis près de dix ans avec les autorités de Tripoli et s'apprête à faire de même avec ses rivales de Benghazi. Car depuis 2014 la Libye est divisée en deux entités antagonistes. À l'initiative de l'Italie, un accord avait été signé en 2017 avec le gouvernement de l'ouest, reconnu par la communauté internationale, et consistant en un soutien à la fois matériel et financier aux garde-côtes. Rome a ainsi livré à deux reprises des patrouilleurs et forme les équipages chargés d'intercepter les embarcations illégales en mer et de les ramener vers la Libye.

La Commission va étendre cette coopération avec la partie orientale du pays où règne en maître le maréchal Khalifa Haftar, ses fils et leur Armée nationale libyenne (ANL). Dans une lettre adressée mi-octobre aux dirigeants de l'Union européenne, la présidente de la Commission Ursula von der Leyen a annoncé avoir signé un accord de financement de 25 millions d'euros avec Benghazi visant à soutenir la gestion des frontières, les opérations de recherche et la lutte contre les trafics illégaux en plus de la création, déjà annoncée au mois de juillet, d'un centre de coordination de sauvetage maritime dans la capitale de l'Est libyen.

Un rapprochement probablement motivé par l'explosion des passages par la route maritime qui relie la ville de Tobrouk, à 500 kilomètres à l'est de Benghazi, aux côtes grecques de l'île de Crête (Grèce). De quelque 5 000 en 2024, les arrivées irrégulières sont passées à plus de 18 000 en 2025. Alors que selon l'IOM, la route méditerranéenne centrale est la plus meurtrière du monde avec 1314 disparitions pour la seule année 2025.

En Méditerranée centrale, moins de traversées, mais plus de morts

Les arrivées de migrants et de réfugiés en Europe ont fortement chuté depuis le début de l'année mais le nombre des morts sur les routes maritimes vers le Vieux

Lire la suite

Rescapés du pire

Décor insalubre d'une attente interminable pour certains, la prison de Ganfuda constitue pour d'autres un refuge après avoir côtoyé l'enfer. Awa Abdelrashid Hassan, une Somalienne de 22 ans, est arrivée ici en janvier. Comme 200 autres personnes, elle a été trouvée lors de la découverte d'une prison souterraine en plein désert, non loin de l'oasis de Koufra, aux confins sud de la Libye. Le sordide complexe, creusé à trois mètres de profondeur par un réseau de trafiquants d'êtres humains, était le lieu de tous les abus.

« Nous n'avions pas de vêtements, pas de nourriture », relate la jeune femme au visage poupin cerclé d'un voile noir. *« Ils nous disaient : "Si vous voulez aller à Tripoli, vous devez nous envoyer de l'argent, sinon vous mourrez ici." Ils réclamaient 20 000 dollars (17 800 €), mais comme nous ne les avions pas, ils nous punissaient. Ils m'ont frappé. Ils pensaient que j'allais mourir, mais j'ai survécu. »*



Environ 2 800 personnes sont détenues au centre de Ganfuda, à Benghazi (Libye). / ADRIENNE SURPRENANT / MYOP

D'autres n'ont pas eu cette chance, avant que l'ANL ne démantèle la geôle secrète. Régulièrement, des fosses communes sont retrouvées dans les zones où opèrent ces trafiquants, faisant du désert libyen un cimetière presque aussi meurtrier que la mer Méditerranée. Passée d'une prison à l'autre, Awa Abdelrashid Hassan continue de rêver à un départ en Europe. *« Il le faut, je n'ai plus le choix, mais je ne sais pas comment faire »*, lâche-t-elle comme une bouteille à la mer. Pour elle, même un retour volontaire est impossible car les autorités somaliennes ne coopèrent pas avec la Libye.

Depuis plusieurs années, les ONG de défense des droits humains dénoncent tout à la fois les conditions de détention dans les prisons libyennes, la complicité européenne, les crimes des trafiquants et les arrestations de masses pratiquées par les autorités des deux camps. À l'est, l'Agence de lutte contre l'immigration illégale s'est félicitée en mai dernier de l'interpellation de 8 000 personnes dans différentes villes de la région. Presque quotidiennement, des vidéos de propagande publiées sur les réseaux sociaux vantent les derniers chiffres de reconduites à la frontière. En août 2025, des garde-côtes ont même

ouvert le feu sur l'*Ocean Viking*, bateau de sauvetage en mer affrété par l'ONG SOS Méditerranée, alors qu'il venait de porter secours à 40 personnes retrouvées sur un canot pneumatique.

Une abondante main-d'œuvre clandestine

Pour les personnes migrantes encore en liberté, il faut choisir entre la discrétion sans revenus ou la survie à découvert, par le travail. Beaucoup optent, faute de mieux, pour des emplois subalternes dans le service ou la restauration. À Benghazi, ils sont une armée d'ombres qui balayent les centres commerciaux ou font la plonge dans les restaurants. Une autre scène ne surprend plus aucun habitant de la ville côtière. Assis sur le rebord d'un trottoir, agglutinés sur un canapé défoncé posé le long de la route ou debout devant une pelle et une brouette, de jeunes hommes vendent ce qu'il leur reste : leur force de travail.

À lire aussi

Syrte, cet ancien bastion khadafiste de Libye devenu le laboratoire d'une fragile réconciliation

Payés à l'heure ou à la tâche par des particuliers ou employés à la journée par des entreprises en manque de main-d'œuvre bon marché, ces exilés font désormais partie du paysage. *« Un jour on pose de la céramique, un autre on coule du ciment. C'est selon les besoins des clients et tant que la police nous laisse faire,* raconte cet homme originaire de Khartoum (Soudan) qui souhaite rester anonyme. *À tout moment ils peuvent venir nous arrêter pour n'importe quel prétexte, ça arrive régulièrement. »*

Avec ses collègues de mauvaise fortune, il occupe une chambre louée pour une poignée de dinars dans un quartier informel non loin de la petite place sur laquelle ils proposent leurs services, de jour comme de nuit. *« La plupart de l'argent qu'on gagne on l'envoie à notre famille restée au Soudan en attendant de trouver une solution »*, poursuit-il. Comprendre : traverser la Méditerranée et rejoindre l'Europe.

Ce reportage a été réalisé en partenariat avec le Pulitzer Center, une organisation américaine qui offre des bourses pour soutenir le travail sur le terrain de journalistes indépendants.

Commenter

Libye Immigration et migrants Réfugié Union européenne (UE)

À lire aussi sur Libye